



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de
l'administration pénitentiaire**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES de DIJON

DEPARTEMENT DU BUDGET ET DES FINANCES

UNITE DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS

72 A, Rue d'Auxonne

BP 13331

21033 DIJON Cedex

MARCHÉ DE SERVICE
PROGRAMME PERSONNALISE D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSERTION
PROFESSIONNELLE 2025 2027
(PPAIP)
DANS
LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES
ET
LES SERVICES PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION
DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES
DE DIJON

Accord-cadre passé selon une procédure adaptée

Article L. 2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande publique

Cahier des
Clauses
Techniques
Particulières

SOMMAIRE

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE DIJON 72 A rue	
d'Auxonne BP 13331 21033 DIJON CEDEX Tél : 03 80 65 05 59..... Erreur ! Signet non défini.	
1 - IDENTIFICATION ET DESCRIPTIF DU MARCHE.....	3
1.1 Objet	3
1.2 Lots	4
1.3 Pouvoir adjudicateur	4
1.4 Durée du marché.....	4
1.5 Volumétries prévisionnelles indicatives.....	4
2 - ORIENTATIONS GENERALES DE LA PRESTATION	5
a) Prévenir la récidive.....	5
b) Lutter contre toute discrimination.....	5
c) Favoriser toutes les mesures d'individualisation des peines.....	5
d) Inscrire son intervention dans un réseau partenarial élargi au service de l'efficacité du programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle.....	5
3 - OBJECTIFS DU PROGRAMME PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT À L'INSERTION PROFESSIONNELLE	6
4 - ÉTABLISSEMENTS ET SPIP CONCERNÉS	7
5 - PUBLIC CONCERNÉ.....	8
6 - MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT À L'INSERTION PROFESSIONNELLE.....	8
6.1 Entrée dans un programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle..	8
6.1-1 L'orientation.....	8
6.1-2 La prescription.....	9
6.1-3 La validation ou le refus de la proposition d'accompagnement	10
6.2 Déclinaison du programme : contenu et durée de la prise en charge	10
6.3 Le contenu de l'accompagnement.....	12
6.4 Le rythme	13
6.5 Le suivi du programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle	13
6.6 La fin du programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle	14
6.7 Les moyens humains	14
6.8 Les locaux	15
6.9 Les livrables.....	15
6.10 Le reporting.....	16
6.11 L'évaluation du programme.....	16
ANNEXES AU CCTP	17

1 - IDENTIFICATION ET DESCRIPTIF DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un dispositif d'orientation professionnelle et d'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, dénommé **PPAIP** "programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle".

Ce programme est mis en place tant pour des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la Direction Interrégionales des Services Pénitentiaires (DISP) de Dijon (milieu fermé) que pour des Personnes Placées Sous-Main de Justice (PPSMJ) suivies en milieu ouvert par les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de la DISP de Dijon.

Le PPAIP répond à trois objectifs principaux :

- accompagner les personnes dans **l'élaboration d'un projet professionnel** et acquérir des méthodes et outils favorisant sa mise en œuvre ;
- accompagner les personnes dans **la construction d'un parcours d'insertion professionnelle**, dans le cadre d'une préparation d'un aménagement de peine ou d'une sortie ;
- **sécuriser et consolider les parcours** d'insertion professionnelle des personnes afin que les efforts engagés pendant la période sous main de justice se poursuivent après la rupture de ce lien.

Le PPAIP recouvre deux modalités d'accompagnement, aussi bien en milieu fermé qu'en milieu ouvert :

- le PPAIP individuel : il s'agit d'un accompagnement entièrement individualisé pour une seule personne en face-à-face avec un professionnel de l'insertion ;
- le PPAIP collectif : il s'organise en ateliers en groupe, animés par un professionnel de l'insertion, visant à proposer des méthodes et outils pour faciliter la réalisation d'un projet professionnel.

En milieu fermé, le dispositif peut être prescrit en amont comme en parallèle d'une formation professionnelle, d'un travail ou d'une participation à une autre activité, dans la mesure où l'organisation de l'emploi du temps en détention le permet. Le PPAIP, s'appuyant sur ces activités, va alors permettre au conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation (CPIP) de travailler avec la personne sur une mise en cohérence et une coordination globale de son parcours professionnel.

Pour les courtes peines ou les personnes prévenues encourant une peine correctionnelle, le PPAIP peut être prescrit pour préparer la sortie et contribuer à sécuriser le passage de la personne du dedans vers le dehors. Le PPAIP doit ainsi lui permettre de travailler sur un parcours d'insertion intra / extra muros ou extra-muros, même si la peine est très courte.

Pour les longues peines ou les personnes prévenues dans le cadre d'une procédure criminelle, ce dispositif peut permettre de donner du sens à la peine et de construire un parcours d'insertion intra-muros permettant de mobiliser les dispositifs existant en détention de façon cohérente et coordonnée.

En milieu ouvert, le dispositif peut être prescrit pour les personnes sous suivi judiciaire nécessitant un accompagnement renforcé à la définition d'un projet professionnel, permettant de préparer et d'accompagner la personne vers les acteurs et dispositifs de droit commun (France travail, Mission locale, etc.). Il peut être mobilisé dans le cadre d'un module pédagogique pour

alimenter un parcours de TIG (travail d'intérêt général).

1.2 Lots

Le marché est constitué de 6 lots séparés (liste des lots et des établissements dans le CCTP - Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le RC - Règlement de Consultation).

1.3 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur par délégation sera la DISP de Dijon.

1.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois et pourra être reconduit 2 fois de manière tacite pour une durée de 12 mois. Les prestations débuteront courant 2025.

1.5 Volumétries prévisionnelles indicatives

9900 heures (sur 24 mois)		Volumétrie prévisionnelle sur 24 mois. Paiement à la séance d'intervention (annexe BPU) (sont inclus la phase de préparation et d'évaluation de la prestation, les actions de communication et d'information, l'entretien, la coordination administrative et pédagogique, les relations partenariales, les temps de réunion et de concertation formelle ou informelle avec la DISP de Dijon, la participation à des événements, la rédaction des comptes-rendus et des synthèses, les frais de déplacement des intervenants).	
		Entretiens individuels (en heures)	Ateliers collectifs (en heures)
Lot 1	SPIP CHER (SPIP 18) SPIP INDRE (SPIP 36)	660	300
Lot 2	SPIP EURE ET LOIR (SPIP 28) SPIP LOIRET (SPIP 45)	1740	780
Lot 3	SPIP INDRE ET LOIRE (SPIP 37) SPIP LOIR ET CHER (SPIP 41)	840	480
Lot 4	SPIP DE L'YONNE (SPIP 89) SPIP NIEVRE (SPIP 58)	1680	300
Lot 5	SPIP COTE D'OR (SPIP 21) SPIP SAONE ET LOIRE (SPIP 71)	1200	300
Lot 6	SPIP DOUBS ET JURA (SPIP 25/39) SPIP HAUTE SAONE ET DU TERRITOIRE DE BELFORT (SPIP 70/90)	1320	300

La volumétrie pourra être réajustée (à la hausse comme à la baisse) au fil de l'exécution du présent marché.

2 - ORIENTATIONS GENERALES DE LA PRESTATION

a) Prévenir la récidive

Ce programme vise à sécuriser le parcours d'insertion socioprofessionnelle et concourt à la prévention de la récidive. Il s'agit d'un accompagnement personnalisé facilitant l'insertion et les perspectives de reconversion, de qualification et de professionnalisation, dans le but de réduire les risques de récidive dynamiques.

b) Lutter contre toute discrimination

Cette orientation vise à favoriser l'égalité des chances pour l'accès des personnes à la formation ou à l'emploi, en application de la loi du 16 novembre 2001. Dans ce cadre, nous serons plus particulièrement vigilants à l'obtention d'une bonne couverture des besoins des publics cibles, que sont les femmes et les jeunes sans qualification. Le titulaire du marché s'engage à respecter les principes du service public : notamment les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination, de confidentialité et de protection de la vie privée.

Le prestataire est tenu par les dispositions applicables aux personnes physiques et aux agents des personnes morales concourant au service public pénitentiaire (articles R 123-1 à R 123-5) du code pénitentiaire.

Le prestataire s'engage à respecter les termes de l'article D.445 du CPP (code de procédure pénale) portant sur le droit à l'image des personnes détenues, ainsi que celui de propriété intellectuelle (articles L 122-2 et L 122-3) dans le cadre du droit de représentation ou de reproduction des réalisations des personnes détenues.

c) Favoriser toutes les mesures d'individualisation des peines

Conformément au principe d'individualisation des peines affirmé par la loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales, le titulaire doit placer la personnalisation de l'accompagnement au centre de son action et de la mise en œuvre du programme. Cette approche devra permettre à chaque bénéficiaire de trouver une réponse à ses propres besoins, potentialités et compétences.

d) Inscrire son intervention dans un réseau partenarial élargi au service de l'efficacité du programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle

Le titulaire s'engage à entretenir des relations partenariales et à communiquer régulièrement avec les différents acteurs de l'insertion intervenant aussi bien en milieu fermé qu'en milieu ouvert, et notamment :

➤ L'administration pénitentiaire :

- le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP),
- la direction de l'établissement,
- la direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Dijon,
- le référent local de la formation professionnelle,
- le référent local du travail,

- le service de l'emploi pénitentiaire (SEP), lorsqu'il est présent au sein de l'établissement.
- Les partenaires locaux de l'insertion professionnelle :
 - les structures locales de l'insertion socioprofessionnelle (France Travail, Mission locale...),
 - les services de la Région en charge des questions de formation,
 - les acteurs du SPRO (Service Public Régional de l'Orientation),
 - les acteurs économiques locaux,
 - les Unités Locales d'Enseignement (Éducation Nationale),
 - les organismes de formation intervenant dans le cadre du plan régional de formation,
 - les associations conventionnées par le SPIP sur des missions d'accompagnement global et/ou à l'insertion professionnelle.

Le SPIP est en charge du pilotage opérationnel du PPAIP et de sa mise en œuvre en lien avec les établissements pénitentiaires qui doivent s'assurer des conditions matérielles permettant la réalisation des prestations proposées.

Dans le cadre du suivi du dispositif, le SPIP et l'établissement organiseront régulièrement des temps d'échange avec les acteurs de l'insertion professionnelle, dont le titulaire du marché.

Le titulaire participe aux commissions locales d'insertion professionnelle organisées par l'administration pénitentiaire, et peut être invité à la commission locale de la formation ou à la présentation des plans locaux de formation professionnelle par la Région.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer de manière régulière le SPIP de l'évolution du parcours suivi par les personnes placées sous-main de justice prises en charge dans le cadre du programme d'accompagnement.

En cas de manquement du prestataire, les dispositions relatives à la réception des documents prévus aux articles 30 CCAG FCS seront applicables de plein droit.

3 - OBJECTIFS DU PROGRAMME PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle s'inscrit dans une démarche de parcours vers l'insertion socioprofessionnelle. Il a pour objectif de conduire le bénéficiaire à une réflexion active sur son avenir professionnel, afin de l'amener à définir un projet professionnel réaliste et réalisable. On entend par projet réaliste un projet qui corresponde aux réalités de la personne (capacités physiques, niveau de compétences, situation judiciaire...).

Il convient toutefois de retenir que la situation de la personne est susceptible d'évoluer tout au long de son parcours et que le projet peut être constitué d'étapes, permettant d'atteindre un objectif à moyen terme.

La notion de réalisable sous-entend d'articuler le projet avec l'ensemble des dispositifs d'emplois et de formations d'un territoire. Il s'inscrit dans une logique de complémentarité avec l'offre existante et il répond aux réalités locales.

De fait, le titulaire doit mettre en perspective le bien-fondé du projet au regard du diagnostic, de l'évaluation de la situation de la personne, ainsi que de son environnement.

Une personne pour laquelle le suivi ne peut pas être réalisé devra être signalée par le titulaire au CPIP référent dans les 48 heures suivant le premier entretien individuel. L'impossibilité de prendre en charge la personne sera obligatoirement motivée. Le titulaire pourra proposer, le cas échéant, d'autres types d'accompagnement, notamment en lien avec les dispositifs sanitaires.

En milieu fermé, l'accompagnement devra donc tenir compte et s'inscrire en complémentarité des dispositifs d'emplois et de formations (France Travail, Missions locales, ceux financés par les Régions) internes ou externes à l'établissement dans lequel est incarcéré le bénéficiaire, mais également des dispositifs d'emplois et de formations dans les établissements pour peine, dans la perspective d'un éventuel transfert.

Il pourra également permettre d'apporter à la Commission Pluridisciplinaire Unique (CPU) des éléments d'information lui permettant d'assurer le classement du bénéficiaire en formation ou sur un régime de travail (travail pénitentiaire, emplois adaptés type structure d'insertion par l'activité économique, entreprise adaptée, etc.), au regard de l'avancement de son projet professionnel et des possibilités de formation, d'enseignement ou de travail offertes dans l'établissement pénitentiaire considéré.

Pour le milieu ouvert, le PPAIP ne se substitue pas au droit commun. Toutefois, il peut être mobilisé pour faciliter l'accès au droit commun au bénéfice notamment des PPSMJ très éloignées de l'emploi qui nécessitent un accompagnement renforcé et rapproché.

Lorsque la PPSMJ peut être orientée vers une association conventionnée par le SPIP sur de l'accompagnement global, le PPAIP n'a pas lieu d'être actionné et investi en doublon.

Le programme a pour objectif de définir, consolider et sécuriser le projet d'insertion socioprofessionnelle intra-et/ou extra-muros du bénéficiaire. Le travail effectué avec la personne est restitué en fin de parcours dans un document de synthèse de l'accompagnement (programme réalisé, projet professionnel, plan d'action, réalisations éventuelles).

Le programme n'a pas de caractère obligatoire. Il appartient au SPIP d'évaluer son opportunité et la pertinence de sa mise en œuvre.

4 - ÉTABLISSEMENTS ET SPIP CONCERNÉS

Annexe 1 du CCTP (liste des SPIP et établissements)

5 - PUBLIC CONCERNÉ

Pour pouvoir bénéficier d'une prestation prévue au programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle, la personne doit remplir les conditions cumulatives suivantes :

- ✓ être majeure,
- ✓ être une personne prévenue ou condamnée, suivie par le SPIP,
- ✓ être volontaire pour s'inscrire dans un parcours d'insertion socioprofessionnelle, et avoir besoin d'être accompagnée pour identifier ou construire son projet professionnel et/ou de formation.

La personne ne peut entrer dans le dispositif qu'après avoir bénéficié d'une prescription par un service pénitentiaire d'insertion et de probation : CPIP ou assistante sociale.

Si la prestation vise un suivi en milieu ouvert, le bénéficiaire devra être en situation régulière sur le territoire national.

6 - MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PERSONNALISÉ D'ACCOMPAGNEMENT À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le titulaire devra intégrer les particularités du milieu carcéral : sécurité, organisation, absence d'accès à Internet et devra être en capacité de proposer des actions extra-muros, dans le cadre d'un suivi par le SPIP en milieu ouvert.

Le titulaire s'engage à concevoir, organiser et mettre en œuvre l'accompagnement de façon à garantir un haut niveau de qualité des services. Il doit être en mesure d'apporter une réelle plus-value à la personne détenue et à l'administration pénitentiaire.

Les relations entre le titulaire et l'administration pénitentiaire (SPIP et établissements) prendront la forme d'un lien permanent formel et informel régulier. Il en sera de même pour les relations entre le titulaire et les différents partenaires de l'insertion professionnelle. Le candidat détaillera dans sa réponse les modalités de communication envisagées avec ces acteurs.

6.1 Entrée dans un programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle

6.1-1 L'orientation

La demande d'orientation vers le SPIP peut émaner de la personne détenue elle-même, de l'équipe de direction de l'établissement, du Responsable Local de Formation Professionnelle (RLFP), de la Commission Pluridisciplinaire Unique (CPU), du Responsable Local d'Enseignement (RLE), des conseillers France Travail justice, des conseillers Missions locales, du psychologue du Parcours d'Exécution de Peine (PEP), d'un membre de l'équipe sanitaire, d'un organisme de formation, d'associations d'accompagnement vers l'emploi, de la personne détenue elle-même...ou du service de l'emploi pénitentiaire.

Toutes les demandes d'orientation sont transmises au SPIP sur IPRO 360°, via le module prescription (par mail en cas d'impossibilité technique).

Les modalités d'information pour présenter le contenu du dispositif sont définies avec le SPIP

(réunions collectives, flyers, affichage, canal vidéo interne...).

6.1-2 La prescription

Le titulaire n'est pas habilité à prescrire une entrée dans un programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle.

La prescription est la seule compétence du SPIP et notamment du Conseiller pénitentiaire d'Insertion et de Probation (CPIP) qui est le référent de la personne détenue et/ou de la personne suivie en milieu ouvert. Il est l'interlocuteur privilégié et permanent du prestataire. **Un PPAIP ne peut commencer qu'après une prescription du SPIP.**

Toutes les prescriptions PPAIP doivent passer par IPRO360°. Les prestataires ont accès à ce module afin de réceptionner, suivre et modifier les prescriptions en cours.

IPRO 360° est la plateforme numérique Justice de l'insertion professionnelle des PPSMJ. Elle regroupe l'ensemble des informations relatives au travail pénitentiaire, à la formation professionnelle et aux dispositifs d'accompagnement vers l'emploi.

L'accès des CPIP et des prestataires PPAIP au module dématérialisé de prescription permet de sécuriser les échanges de données et d'informations, de suivre les prescriptions PPAIP en cours et les suites données, et de disposer de données facilitant le pilotage et le suivi du dispositif.

Les prestataires du PPAIP auront accès à un flyer de présentation du module de prescription de la plateforme IPRO 360°.

La prescription est formalisée par le CPIP qui rédige une fiche de prescription dans l'espace partenaire dédié de l'appliquatif IPRO 360 °et la transmet par voie dématérialisée au prestataire concerné. Dans le cadre du programme, le titulaire devra utiliser des adresses de messagerie électronique nominatives pour communiquer avec le SPIP sur IPRO 360 °.

Dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la prescription du SPIP, le titulaire a l'obligation de rencontrer une première fois le bénéficiaire pour évaluer les besoins individuels de la personne en matière d'accompagnement et établir un programme adapté à ses besoins.

Avant l'entretien, le titulaire **consulte depuis l'appliquatif IPRO 360°, la synthèse du diagnostic socio-professionnel du bénéficiaire** qui a été établie lors de son entrée en détention.

Les éléments disponibles dans la synthèse du diagnostic socio-professionnel constituent le point de départ des échanges entre le titulaire et la PPSMJ, afin d'établir un plan d'accompagnement (les éléments ainsi récoltés ne devront pas être redemandés à la PPSMJ).

Le premier entretien vise à coconstruire avec la personne un programme d'accompagnement adapté. A l'issue de l'entretien, le titulaire communique au CPIP le programme d'accompagnement proposé ainsi qu'un nombre d'heures associée via l'espace partenaire IPRO 360°. La prise en charge proposée est décrite et justifiée, elle peut comporter des temps individuels et/ou collectifs.

NB : Dans le cas où le dispositif de diagnostic socio-professionnel n'aurait pas été dispensé au bénéficiaire (généralisation courant 2025 à tous les entrants en détention), le premier entretien permet également de recueillir les premiers éléments nécessaires à l'établissement d'un programme d'accompagnement.

6.1-3 La validation ou le refus de la proposition d'accompagnement

Le CPIP valide ou refuse la proposition d'accompagnement communiquée via IPRO 360°. En cas de refus, le CPIP peut indiquer en commentaire les modifications à apporter. Le partenaire peut proposer un nouveau programme sur l'outil et le soumettre de nouveau à la validation du CPIP.

En cas de validation, le partenaire doit démarrer le programme dans un **délai de 5 jours**.

À tout moment, le prestataire PPAIP peut proposer un nouveau programme, une modification du contenu ou de la durée du programme d'accompagnement sur IPRO 360° qui sera automatiquement transmise au CPIP.

Depuis l'espace partenaire, le prestataire PPAIP doit renseigner les heures effectivement réalisées dans le cadre du programme d'accompagnement. Le CPIP peut consulter le suivi des heures renseignées par le prestataire du PPAIP et l'avancement du programme d'accompagnement.

En cas d'absence à un rendez-vous, du fait de la personne détenue, cette dernière sera reconvoquée et en cas d'absence non justifiée à ce nouveau rendez-vous, elle sera considérée comme abandonnant le dispositif.

En cas d'indisponibilité du bénéficiaire en cours de prestation, le dispositif est suspendu et non arrêté. Il pourra reprendre dès que possible.

De même, en cas d'événements exceptionnels survenant dans l'établissement pénitentiaire (Fouille générale, incidents en détention, mouvements du personnel, incidents techniques ou météorologiques, suspension des interventions en raison d'une crise sanitaire), la prestation PPAIP est suspendue et non arrêtée définitivement. Elle est reprise dès que possible.

En l'absence de prescription par les Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (CPIP), le prescripteur est tenu d'assurer à minima une permanence bimensuelle / site (milieu fermé et milieu ouvert), afin de rencontrer et mobiliser les prescripteurs.

Quand en opportunité, le SPIP et/ou l'établissement décide d'orienter la personne simultanément vers un PPAIP et vers une formation financée par la Région, la prestation PPAIP se déroulera hors temps de formation professionnelle. La prescription PPAIP faite par le SPIP actera cette modalité.

6.2 Déclinaison du programme : contenu et durée de la prise en charge

Les modalités d'accompagnement (durée, contenu...) sont définies au regard de la prescription du SPIP et des besoins du bénéficiaire selon deux modalités : le PPAIP individuel et le PPAIP collectif.

A. Le PPAIP individuel

Le PPAIP individuel constitue le cœur du dispositif. Il s'agit **d'entretiens réguliers entre un professionnel de l'insertion professionnelle et une personne accompagnée**, en face-à-face, en présentiel, ayant pour objectif de définir un ou plusieurs **projet(s) professionnel(s)** et de co-construire un **plan d'action** pour le(s) mettre en œuvre. Il doit également permettre une appropriation du projet par la personne, une identification de ses contraintes et de ses avantages et des étapes à franchir pour le réaliser.

L'accompagnement individuel est constitué de plusieurs rencontres, fixées à intervalle régulier, et qui offrent à la personne une progression.

Il peut durer de 3 heures minimum à 30 heures maximum, en fonction des besoins de la personne.

Les actions suivantes peuvent être proposées :

- bilan de positionnement ;
- bilan d'orientation ;
- bilan de compétences ;
- tests psychotechniques ou psychologiques : Par exemple : RIASEC / MBTI / typologie de Holland, Transférance, inventaire des intérêts professionnels, IMADU, carte des forces, NEO-PI, tests psychométriques de la série NV7, méthode activation du développement vocation et personnel, etc.
- définition d'un projet professionnel.

Si cela semble plus opportun au SPIP et au prestataire, les actions suivantes peuvent également être proposées sous forme d'actions individuelles :

- information sur les dispositifs régionaux et locaux autour du projet ;
- accompagnement à la constitution de dossiers ou à la mise en relation avec les partenaires ;
- information sur les partenaires emplois ;
- connaissance des domaines d'activité et du bassin d'emploi ;
- recherches d'offres d'emploi ou de formation adaptées au projet professionnel ateliers TRE (curriculum vitae et lettre de motivation...).

B. Le PPAIP collectif

Le PPAIP collectif recouvre un programme d'ateliers en groupe (idéalement 4 à 6 personnes) permettant de travailler sur des outils, méthodes ou compétences transverses utiles à la réalisation d'un projet professionnel (cf. **annexe 2 du CCTP : convocation ateliers collectifs**). La liste et le calendrier des ateliers proposés est arrêtée en concertation entre le prestataire et le SPIP concerné.

Un atelier peut durer de 2 heures minimum à 30 heures maximum en fonction du contenu proposé. Des interventions de professionnels extérieurs sont préconisées, en accord avec le SPIP.

Les ateliers collectifs peuvent constituer une partie du programme d'accompagnement individuel proposé à une personne et être suivis en complément d'un parcours individuel, sur proposition du prestataire et après validation du SPIP.

Les ateliers collectifs peuvent également être suivis par des personnes non inscrites dans un PPAIP individuel, à leur demande ou sur proposition d'un des partenaires de l'insertion professionnelle.

Le SPIP doit toutefois valider la liste des personnes inscrites dans chaque atelier collectif via une prescription.

Les actions suivantes peuvent être proposées :

- ✓ information sur le dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- ✓ information sur le dispositif d'apprentissage ;
- ✓ information sur la création ou la reprise d'entreprises ;
- ✓ apprentissage des techniques de recherche d'emploi ;
- ✓ travail sur l'image de soi, la confiance en soi, la présentation de soi, le marketing de soi, etc. ;
- ✓ organisation de forum emploi / job dating / découvertes de métiers / rencontres avec des professionnels d'un secteur d'activité ;
- ✓ information sur les dispositifs régionaux et locaux autour du projet ;
- ✓ accompagnement à la constitution de dossiers ou à la mise en relation avec les partenaires ;
- ✓ information sur les partenaires emplois ;
- ✓ information sur les dispositifs IAE ;
- ✓ connaissance des domaines d'activité et du bassin d'emploi ;
- ✓ recherches d'offres d'emploi ou de formation adaptées au projet professionnel ;
- ✓ ateliers curriculum vitae et lettre de motivation ;
- ✓ ateliers sur les savoir-être : gestion du stress, gestion de la colère, etc... ;
- ✓ coaching ;
- ✓ améliorer sa communication orale ;
- ✓ prendre la parole en public.

D'autres ateliers « à la carte » pourront être mis en place en fonction des demandes formulées par le SPIP. Dans sa réponse, le prestataire pourra également présenter toute thématique qu'il juge pertinente.

Individuel ou collectif, tout parcours interrompu devra être signalé au CPIP référent dans les 48 heures.

Le titulaire est responsable des contacts à prendre avec l'ensemble des partenaires en interne et en externe, en vue de permettre l'inscription de la personne dans un parcours de formation, de découverte des milieux professionnels, de connaissance des secteurs d'activités, de recherche d'emploi ou de stage.

Cet accompagnement fait l'objet d'une transmission régulière d'informations précises au CPIP référent.

6.3 – Le contenu de l'accompagnement

L'accompagnement peut concilier des temps individuels et des temps collectifs qui comprendront un groupe de 6 personnes maximum.

Le titulaire veille tout particulièrement à la variété et à la qualité des outils pédagogiques, ainsi qu'à l'apport de ressources documentaires spécialisées, de manière à apporter à chacun des bénéficiaires des supports adéquats.

Le titulaire précisera dans sa réponse les outils, les méthodes pédagogiques ainsi que les ressources documentaires envisagées.

6.4 – Le rythme

Chaque établissement, chaque SPIP, ou encore le titulaire pour le volet milieu ouvert (**cf. article 6.7 du présent CCTP**), précisera les locaux, les jours et les horaires disponibles pour la mise en œuvre du programme.

Le titulaire proposera un calendrier personnalisé lors du premier entretien individuel avec le bénéficiaire, et le transmettra au CPIP référent. Les modalités de transmission seront définies ultérieurement entre le titulaire et le SPIP (de préférence par mail au CPIP et par courrier pour la personne détenue).

Toute modification du calendrier devra être communiquée au CPIP référent et au bénéficiaire dans un délai de 48 heures.

6.5 Le suivi du programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle

Le suivi du parcours individuel s'effectuera via une feuille d'émargement individuelle (**cf. annexe 3 du CCTP : feuille d'émargement PPAIP individuel**) comprenant :

- ✓ nom, prénom du bénéficiaire
- ✓ date de l'entretien
- ✓ lieu d'intervention
- ✓ heure de début
- ✓ durée
- ✓ signature du bénéficiaire
- ✓ si absence, indiquer le motif
- ✓ nom, prénom et signature de l'intervenant.

Le suivi du parcours collectif s'effectuera via une feuille d'émargement collectif (**cf. annexe 4 du CCTP : feuille d'émargement du PPAIP collectif**) comprenant :

- ✓ le thème de l'atelier
- ✓ nom, prénom et signature de l'intervenant
- ✓ date de l'intervention
- ✓ heure de début
- ✓ durée
- ✓ numéro de la séance
- ✓ lieu de la séance
- ✓ nom, prénom des bénéficiaires
- ✓ motif en cas d'absence (si connu)
- ✓ signature des bénéficiaires.

En amont de ce suivi, les ateliers collectifs font l'objet d'une convocation comprenant :

- ✓ Le SPIP compétent
- ✓ L'établissement de détention
- ✓ La thématique de l'atelier, avec les dates prévues et la durée de l'atelier
- ✓ les nom et prénom des bénéficiaires
- ✓ les nom et prénom du CPIP référent

- ✓ mentionner si suivi individuel en cours
- ✓ mentionner si participation à d'autres ateliers

Les feuilles d'émargement seront transmises au SPIP permettant le suivi de l'accompagnement. Elles serviront à la facturation et au contrôle des prestations, conjointement aux données extraites depuis IPRO 360°.

6.6 La fin du programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle

Le PPAIP peut se terminer à l'initiative de la personne accompagnée ou à la fin des heures prévues par le programme d'accompagnement et validées par le SPIP sur la base des heures renseignées dans IPRO 360° (ou avant si le dispositif s'interrompt sans que toutes les heures ne soient réalisées). (se référer aux articles 8.1.2 et 8.1.3 du CCAP).

Chaque parcours se conclut par un **bilan final** qui contient notamment le programme d'accompagnement réalisé, le projet professionnel de la personne et un plan d'action pour le mettre en œuvre. Des recommandations d'orientation vers des partenaires de l'insertion peuvent également être proposées. Un bilan à mi-parcours peut également être réalisé.

Le bilan est remis au bénéficiaire et au CPIP référent, dans les **5 jours ouvrés** suivant le dernier entretien individuel, dans les **10 jours ouvrés** pour le PPAIP collectif (art. 15.1 du CCAP). Le CPIP référent est convié à ce dernier entretien. Afin de faciliter la gestion du dispositif, le bilan sera déposé par le prestataire dans le dossier professionnel IPRO 360°. Sous réserve de l'autorisation de la personne détenue, le bilan sera accessible pour les autres partenaires de l'insertion professionnelle, via ce même dossier.

De façon générale, les bilans seront rédigés à l'attention de personnes non initiées au langage technique et devront donc être lisibles et compréhensibles par tous, en particulier par le bénéficiaire.

6.7 - Les moyens humains

Le titulaire doit disposer d'intervenants répondant aux exigences minimales ci-dessous énoncées en matière de niveau de formation. Ces personnes devront connaître l'environnement socio-économique, professionnel et partenarial en matière de formation et d'emploi. Le titulaire garantit qu'il dispose de son équipe constituée dès le démarrage du marché.

Le titulaire garantit que l'ensemble des intervenants (sous-traitant inclus) est composé d'un volume suffisant de psychologues du travail (environ 30 %) inscrits au répertoire ADELI (Automatisation des Listes, ministère des affaires sociales).

Niveau de formation et d'expérience exigé pour les non psychologues du travail : Niveau III, de type Conseiller en Insertion Professionnelle et expérience dans l'animation de prestations d'orientation et/ou d'insertion socioprofessionnelle.

Un curriculum vitae détaillé des intervenants sera transmis à la DISP de Dijon en annexe du mémoire technique. Pour chaque établissement, le titulaire indiquera et actualisera en temps réel les coordonnées de ses intervenants.

Pour tout changement de personnel pendant la durée du marché comme pour toute absence programmée ou prolongée d'un intervenant, le titulaire doit informer la DISP, le SPIP et

l'établissement pénitentiaire et procéder à son remplacement dans un délai de 10 jours ouvrables.

En cas de changement de personnel pendant la durée du marché, un conseiller en insertion professionnelle ne peut pas remplacer un psychologue du travail ou assimilé.

Afin de maintenir l'accompagnement durant l'absence ou le changement d'intervenant, un **suppléant** sera désigné par le titulaire du lot en début de marché. Ce suppléant aura au préalable réalisé les démarches d'autorisations d'accès auprès de chaque établissement pénitentiaire pour les suivis en MF. La liste du ou des suppléant(s) sera actualisée et transmise à la DISP.

Par ailleurs, le titulaire indiquera dans sa réponse le mode de coordination pédagogique entre ses intervenants (sous-traitants inclus), et les moyens mis en œuvre en matière de suivi administratif et financier.

Il désignera un intervenant-coordonateur du dispositif dans chaque établissement afin de faire le lien avec le SPIP, la direction de l'établissement et la DISP de Dijon.

Les intervenants ne peuvent exercer en milieu pénitentiaire sans autorisation préalable. La demande d'accès, accompagnée d'une pièce d'identité, doit être faite au moins un mois avant le démarrage du dispositif (nécessité d'avoir un casier judiciaire vierge). Les intervenants se verront délivrer une autorisation d'accès à l'établissement.

6.8 - Les locaux

En milieu fermé, l'établissement pénitentiaire mettra à la disposition du titulaire une (ou plusieurs) salle(s) adaptée(s) à la bonne mise en œuvre du programme, aussi bien pour les entretiens individuels que collectifs.

En milieu ouvert, le titulaire précisera dans sa réponse s'il dispose de lieux d'accueil pour chacun des départements concernés :

- Facilement accessible par transport en commun,
- Répondant aux normes d'accueil des établissements recevant du public,
- D'une capacité d'accueil de 6 personnes.

Ce lieu sera clairement identifié par le titulaire qui transmettra l'adresse et le n° de téléphone au SPIP concerné et à la DISP de Dijon.

6.9 – Les livrables

Le PPAIP peut se terminer à l'initiative de la personne détenue, lorsque le prestataire estime que l'accompagnement est terminé ou, au plus tard, à la fin des heures prévues et validées par le SPIP.

Tout au long de l'exécution du programme, le titulaire s'engage à fournir les livrables suivants :

- Affiche de présentation du dispositif à l'attention des personnes détenues ;
- Fiches de présentation du dispositif à l'attention des SPIP et partenaires ;
- Bilan individuel : remis sous 5 jours après la fin de l'accompagnement individuel ;
- Bilan atelier collectif : remis sous 10 jours après la fin de l'atelier collectif.

Les modèles de bilan proposés par le titulaire sont soumis à la validation du SPIP, avec copie à la

DISP 21.

NB : Le bilan du PPAIP remis au bénéficiaire ne doit pas porter le logo du ministère de la Justice afin de permettre à la personne de l'utiliser à sa sortie.

A compter de 2025, les synthèses, bilans et documents réalisés pendant l'accompagnement PPAIP devront être déposés sur le dossier professionnel IPRO 360°.

6.10 – Le reporting

Outre les données et indicateurs disponibles sur IPRO 360°, la DISP de Dijon peut réaliser un suivi qualitatif complémentaire, permettant d'appréhender l'efficacité du dispositif en faveur d'une insertion professionnelle durable. Ainsi, des enquêtes de satisfaction ponctuelles pourront être effectuées par la DISP de Dijon à destination des SPIP et des PPSMJ bénéficiaires.

De même, une synthèse des programmes et de l'atteinte des objectifs de prescription et d'accompagnement des personnes suivies sera réalisée par le prestataire.

6.11 – L'évaluation du programme

Dans le cadre du suivi du dispositif, des comités de suivi seront organisés autant que de besoin par l'administration pénitentiaire qui en rédigera le compte rendu. Le prestataire peut également être à l'initiative de la demande de réunion.

Ces comités de suivi réuniront les DFSPIP et les chefs d'établissements pénitentiaires concernés, leurs équipes, le titulaire du marché, et tout partenaire qui serait convié par l'administration.

La DISP organisera un comité de pilotage (COPIL) annuel, dont elle rédigera le compte rendu.

ANNEXES AU CCTP

ANNEXE 1 : Liste des SPIP et établissements

ANNEXE 2 : Convocation ateliers collectifs

ANNEXE 3 : Feuille d'émargement du PPAIP individuel

ANNEXE 4 : Feuille d'émargement du PPAIP collectif

ANNEXE 5 : Trame mémoire technique